

Richesse créée et Valeur Ajoutée

Article extrait du livre de Paul-Louis Brodier

La VAD, La Valeur Ajoutée Directe, une approche de la gestion fondée sur la distinction entre société et entreprise - *AddiVal Éditions* - 2001 (épuisé)

3.1 - La richesse créée par la nation

On a longtemps cru que la richesse d'une nation était constituée par les métaux précieux qu'elle possédait. Cette croyance a fondé une doctrine qui a pris corps au XVIe et au XVIIe siècle, le mercantilisme. Celle-ci a orienté à l'époque la politique des États, qui voyaient dans l'or et l'argent à la fois leur richesse et la source de leur puissance. On doit à Adam Smith d'avoir contesté cette conception dans « Réflexion sur la nature et les causes de la richesse des nations » où il écrit :

- « Il serait vraiment ridicule de s'attacher à prouver que la richesse ne consiste pas dans l'argent ou dans la quantité de métaux précieux, mais bien dans les choses qu'achète l'argent et dont il emprunte toute la valeur, par la faculté qu'il a de les acheter. L'argent, sans contredit, fait toujours partie du capital national ; mais [...] il n'en fait qu'une petite partie, et toujours la partie de ce capital qui profite le moins à la société ».

Pour lui, la nature de la richesse des nations consiste en « toutes choses nécessaires, commodés et agréables à la vie ». Sur ce point il ne sera jamais contesté. En revanche, ses thèses sur les causes de cette richesse tracent une ligne de fracture entre partisans et adversaires du libéralisme: l'intérêt personnel, la non intervention de l'État et le libre jeu du marché régi par la « main invisible ».

La richesse créée par la nation s'entend *en nature* : c'est l'ensemble des biens et services propres à satisfaire les besoins individuels et collectifs et qui sont produits par l'ensemble des entreprises. On lui donne le nom de *production nationale*. Elle a trois destinations :

- la consommation finale des ménages,
- l'investissement,
- l'exportation.

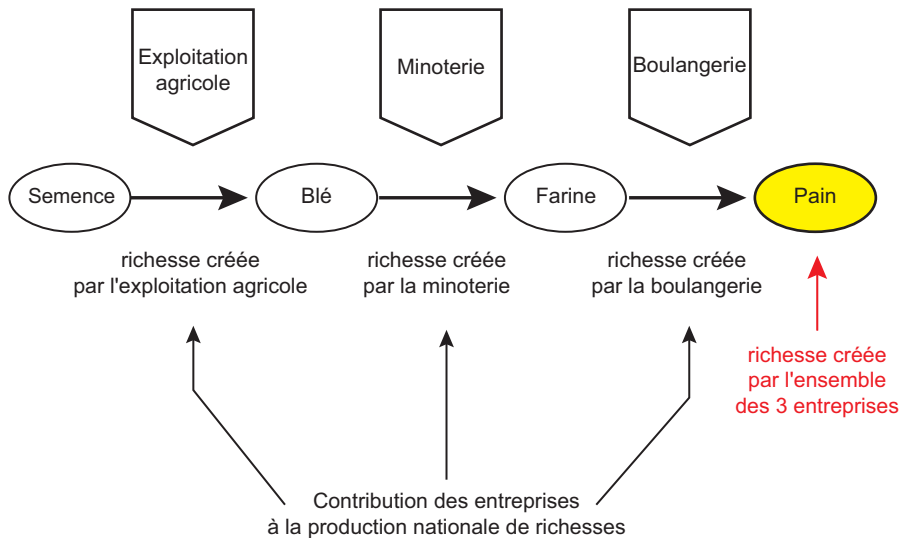
La plupart des biens et services s'échangent sur le marché contre un prix : on les dit marchands. En revanche, l'enseignement dans un lycée ou le concours apporté par la police pour régler la circulation sont des services non marchands : le contribuable a payé globalement et aucun prix n'est facturé au client. Par convention tous les biens sont considérés comme marchands. Seuls les services sont répartis en marchands et non marchands, ces derniers étant produits par les administrations publiques.

3.2 - La richesse créée par l'entreprise

La richesse créée par l'entreprise n'est pas constituée par sa production de biens et de services, mais par sa *contribution* à cette production. Pour comprendre en quoi consiste cette contribution, partons d'un exemple :

Trois entreprises unissent leurs efforts pour obtenir une production de pain :

- une exploitation agricole produit du blé à partir de semence ;
- une minoterie produit de la farine à partir du blé ;
- une boulangerie produit du pain à partir de la farine.

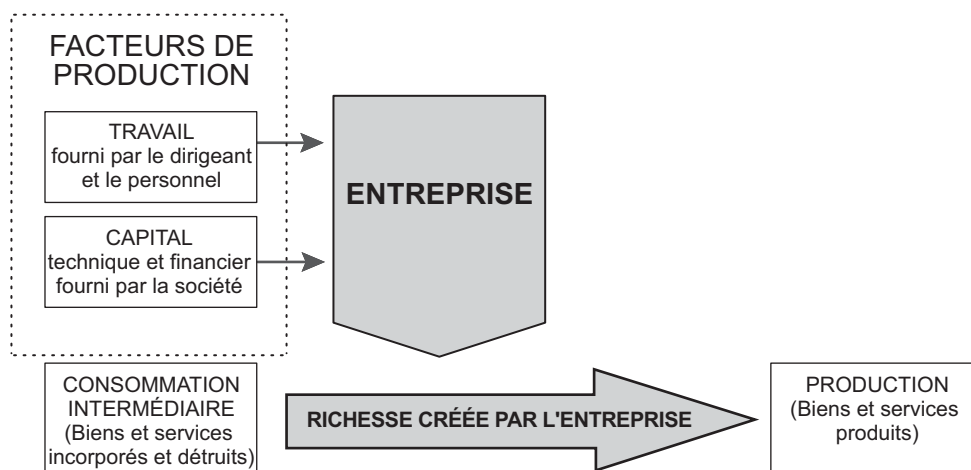


Chacune de ces entreprises réalise une production de biens, mais les productions ne s'ajoutent pas : à l'issue du processus n'existe plus que le pain. La semence, puis le blé, puis la farine ont été successivement *transformés* pour finalement devenir du pain, composante de la consommation finale des ménages, donc de la richesse créée par la nation. Pour réaliser sa production de biens et de services, toute entreprise utilise nécessairement d'autres biens et services qui constituent ses *consommations*. Il faut distinguer :

- les consommations *incorporées* dans les biens et services produits, telle la farine dans le pain ;
- les consommations *détruites* par le fonctionnement de l'entreprise, telle l'énergie utilisée par le four à pain ;
- la consommation de *capital fixe*, c'est à dire la dégradation résultant de l'utilisation de l'équipement productif, telle l'usure du four.

La consommation de capital fixe (CCF) a une valeur qui ne se détermine pas aisément car elle fait nécessairement appel à des conventions, notamment sur la

durée de vie des équipements. C'est pourquoi les comptes nationaux ont fait le choix de la traiter différemment des consommations incorporées et détruites dont l'ensemble est nommé consommation *intermédiaire*, par opposition à consommation *finale* des ménages. (Les notions de CCF et d'amortissement, utilisées respectivement dans la comptabilité nationale et la comptabilité des sociétés, ne sont pas tout à fait les mêmes).



Chaque entreprise contribue à la production nationale de richesses en réalisant des biens et des services à partir d'autres biens et services. La richesse ainsi créée est en quelque sorte une richesse ajoutée, le terme « ajouté » n'étant évidemment pas à prendre au sens arithmétique puisque, dans ce contexte, on raisonne *en nature*.

Trois ressources sont nécessairement mises en oeuvre pour produire la richesse ajoutée de l'entreprise :

- le travail fourni par le dirigeant et le personnel de l'entreprise ;
- l'équipement productif, ou capital technique, mis à disposition de l'entreprise par la société ;
- les capitaux engagés, ou capital financier, engagés dans l'entreprise par la société.

L'ensemble du capital technique et du capital financier est dénommé usuellement *capital*. Dans l'approche des économistes, le travail et le capital sont des facteurs de production qui, ensemble, constituent la *combinaison productive* de l'entreprise.

La richesse créée par l'entreprise, qui est ajoutée à la production nationale, s'entend nous l'avons dit en nature. Nous disposons maintenant des éléments permettant de déterminer la « dimension économique » correspondante : la valeur ajoutée.

3.3 - La valeur ajoutée, valeur de la richesse créée par l'entreprise

Chacun des biens et services produits par l'entreprise a une valeur marchande, tout comme chacun des biens et services consommés. En évaluant respectivement la valeur totale des uns et des autres aux prix du marché, c'est à dire aux prix facturés, on détermine la production et la consommation intermédiaire. Par définition, la valeur ajoutée est la *différence* entre ces deux valeurs.

$$\text{Valeur ajoutée} = \text{production} - \text{consommation intermédiaire}$$

Quand il s'agit des administrations publiques, la valeur ajoutée est évaluée « aux coûts des facteurs de production ». Ce n'est que dans ce cas qu'elle est une somme de coûts.

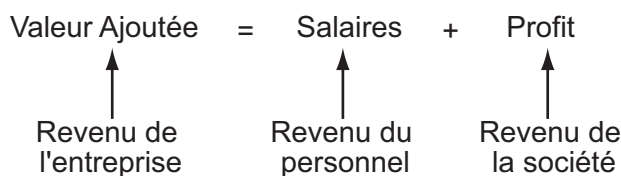
Si l'on établit des correspondances entre le monde physique de l'entreprise et ses dimensions économiques, il apparaît clairement que la valeur ajoutée est la valeur de la richesse créée par l'entreprise. Elle constitue le revenu de la combinaison productive, c'est à dire de l'ensemble des facteurs de production.

Précisons que lorsque l'on parle de valeur ajoutée, ou de VA, sans autre précision, ce qui est d'ailleurs le cas général, il s'agit d'une valeur ajoutée « brute » ou VAB. Brute signifie que l'amortissement, qui correspond à la consommation de l'équipement productif, n'a pas été déduit. Quand il l'est, il s'agit alors d'une valeur ajoutée nette ou VAN.

La valeur ajoutée est une grandeur économique généralement mal comprise dans le monde de l'entreprise, sans doute parce qu'elle reste absente des préoccupations de gestion. En revanche, elle est familière en tant qu'assiette d'une taxe : la TVA grevant les produits. Le nom de TVA vient du fait que tout se passe comme si la taxe était directement calculée sur la valeur ajoutée. Pratiquement ce n'est pas possible car il existe plusieurs taux de TVA. D'où la méthode choisie qui consiste à calculer ce que l'entreprise doit verser en opérant la différence entre la TVA sur les ventes (dite collectée) et celle sur les achats (dite récupérée).

La **valeur ajoutée** est le **revenu de l'entreprise**. Après déduction des impôts et taxes liés à l'exploitation, elle fait l'objet d'un partage entre :

- les salaires, revenu qui va au « travail », c'est à dire au personnel et aux organismes sociaux ;
- le profit, revenu qui va au « capital », c'est à dire à la société.



Le partage de la valeur ajoutée entre salaires et profit fait périodiquement l'objet de polémiques entre le « monde du travail » et le « monde du capital ». Il n'est pas inutile de rappeler que profit n'a aucune définition officielle et peut prendre de multiples sens. Dans notre contexte, il s'agit de l'excédent brut d'exploitation (EBE). Son montant sert à couvrir l'amortissement du capital technique, les intérêts des emprunts et l'impôt sur les sociétés. Ce qui reste est un bénéfice, qualifié souvent de profit, ou une perte. Profit peut aussi signifier dividendes versés aux actionnaires, profit « pur » (ce qui reste après avoir déduit du résultat net de la société la rémunération normale des capitaux propres), ou encore accroissement de la valeur des actions.

3.4 - Le PIB, valeur de la richesse créée par la nation

Chaque entreprise réalise sa production en utilisant celle achetée à ses fournisseurs. Si l'on veut connaître la valeur de la richesse créée par un ensemble d'entreprises il faut donc opérer la somme de leurs valeurs ajoutées et non celle de leurs productions.

Reprenons l'exemple des trois entreprises intervenant dans une production de pain.

	Production obtenue (a)		Production utilisée (b)		Valeur Ajoutée (a — b)
Exploitation agricole	blé	100	semence	—	100
Minoterie	farine	400	blé	100	300
Boulangerie	pain	900	farine	400	500
					900

On vérifie que la valeur de la production finale de pain est égale à la somme des valeurs ajoutées des trois entreprises. Si l'on avait additionné la valeur des productions obtenues on aurait compté deux fois la valeur des productions utilisées (dans cet exemple, la semence a une valeur égale à zéro car elle n'est pas achetée à un fournisseur).

La valeur de la production nationale de biens et de services est dénommée produit intérieur brut ou PIB. Puisque chaque entreprise contribue à cette production par la richesse qu'elle crée, et puisque la valeur ajoutée est la dimension économique de cette richesse, il en découle que le *PIB est la somme des valeurs ajoutées des entreprises*.

$$\text{PIB} = \text{Somme des VA}$$

Pour être précis, il s'agit des valeurs ajoutées brutes. Et pour être complet il faut prendre en compte la TVA collectée par les entreprises, les droits de douane et les subventions à l'importation. La relation exacte est donc :

$$\text{PIB} = \text{Somme des VAB} + \text{TVA} + \text{droits de douane} - \text{subventions à l'importation}$$

Si l'on déduit du PIB la consommation de capital fixe on obtient le produit intérieur net ou PIN, égal à la somme des valeurs ajoutées nettes des entreprises. Rappelons que les valeurs nettes sont rarement utilisées du fait des difficultés d'évaluation de la CCF.

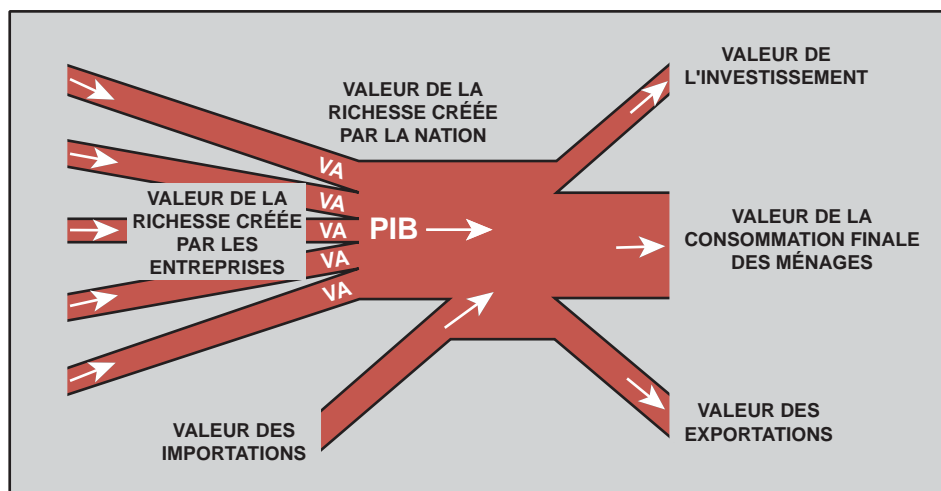
La variation du PIB d'une année sur l'autre est l'indicateur officiel de la croissance. Cet indicateur est évalué après correction de l'inflation. Si l'évolution du PIB est de 5% et l'inflation de 2%, la croissance est en conséquence de 3%.

La valeur ajoutée tient une place centrale dans les comptes de la nation. En tant que grandeur agrégeable elle permet notamment de connaître, en tenant compte des importations, la valeur des trois destinations de la production nationale : la consommation finale des ménages, l'investissement (dénommé aussi formation brute de capital fixe ou FBCF) et l'exportation :

$$\text{PIB} + \text{importation} = \text{consommation} + \text{investissement} + \text{exportation}$$

Si l'on compare à un fleuve la richesse créée par la nation, les richesses créées par les entreprises en constituent les sources. Grossi par l'importation, ce fleuve se divise en trois bras, les utilisations finales de l'activité économique. Les valeurs de la consommation finale des ménages, de l'investissement et de l'exportation sont souvent présentées comme les *trois moteurs de la croissance*.

Certes, elles ont en aval une influence sur le débit du fleuve puisque chacune d'elles reflète, sur les marchés correspondants, la capacité d'écoulement de la production nationale. Mais le débit de chacune des sources qui alimentent le fleuve influe tout autant sur son débit.



Ainsi, il est clair que **chaque entreprise est, potentiellement, un moteur de la croissance.**

3.5 - Un troisième niveau de valeur ajoutée : La VAD (La Valeur Ajoutée Directe)

La distinction entre société et entreprise a deux conséquences majeures :

- l'objectif premier de la société reste le résultat, mais celui de l'entreprise devient la valeur ajoutée ;
- la marge par produit n'existe plus, elle est remplacée par la valeur ajoutée dont est porteur chacun des biens ou services vendus.

Ce changement radical conduit à introduire un autre niveau de valeur ajoutée. En effet, à l'origine, la valeur ajoutée n'a pas été définie pour répondre aux besoins de la gestion des entreprises mais à ceux de la comptabilité nationale : déterminer des agrégats, la valeur ajoutée par branche et le PIB, et les indicateurs de la productivité et de la croissance.

Si la valeur ajoutée de la comptabilité nationale n'est pas exploitable en gestion, c'est parce que dans la consommation intermédiaire la distinction n'est pas faite entre la consommation incorporée dans les produits et celle détruite par le fonctionnement de la structure productive. D'où la nécessité, en plus des valeurs ajoutées « brute » et « nette », d'un troisième niveau : **la valeur ajoutée « directe » ou VAD**, différence entre la production et la seule consommation incorporée dans les produits. Le qualificatif de « directe » a été retenu parce qu'en gestion il signifie directement affectable aux produits.

L'approche de la gestion qu'est La VAD tire son nom de cette grandeur économique remarquable qu'est la valeur ajoutée directe.

LES TROIS NIVEAUX DE VALEUR AJOUTÉE

